

Parents pauvres au quotidien

Privation, pression sociale, sentiment de gêne ou de honte : la réalité et le vécu des (parents) pauvres sont très lourds. Ils se débrouillent, s'accrochent, utilisent toutes les ficelles du « système », pour tenter au mieux d'être responsables de leurs enfants.

CHRISTINE MAHY

secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP)
et présidente du Réseau belge de lutte contre la pauvreté (BAPN)



Autour de la table, Françoise, Geneviève, Philippe, Véronique, Sandra, Johnny, Marc, Christine, Annette, Josée. Ce sont ces mamans, ces papas, ces parents-là, encore une fois, qui ont pris le temps et le risque de dévoiler des « morceaux de vie » pour donner à réfléchir, cette fois-ci aux lecteurs de *Politique*.

Et moi-même, la personne qui recolte ces témoignages, qui écoute, qui échange et questionne, je suis frappée une fois de plus par l'énergie déployée par ces parents pour « survivre » et tenter de tout faire pour « faire vivre » leurs enfants. Le projet c'est de « faire vivre » d'abord ! Des rires, des larmes aux yeux, de la colère, du découragement dans les propos, de la combativité, de la rage... oui de tout cela en même temps.

Deux questions tourment dans ma tête à l'issue de ces rencontres : peut-on tolérer que la « traversée de la vie », pour un nombre important de familles dans notre société, puisse se réduire à la gestion de la matérialité du quotidien ? La créativité et l'inventivité des individus doivent-elles être totalement ou quasi totalement mobilisées pour accéder à des droits de base que sont l'alimentation, le lo-

gement, l'énergie... et que dire par rapport à l'accès réel aux savoirs et à l'emploi ?

PRIORITÉS BUDGÉTAIRES

De quels potentiels et richesses se prive une société lorsqu'elle crée les conditions qui réduisent les personnes à « remplir leur temps et leur tête » à résoudre ce qui est simple pour ceux qui ont un accès aux richesses matérielles et immatérielles...

« Je vais laisser tomber une partie du paiement de mon loyer ce mois-ci parce que j'ai reçu la taxe provinciale et puis une taxe communale pour les poubelles, et puis aussi l'assurance annuelle... Je me rattraperai pour le loyer sur les deux mois suivants. C'est tout le temps comme ça... quelle facture je paie ce mois-ci ? Laquelle je peux laisser attendre... Quand tu gagnes tout juste, tu ne peux rien mettre de côté, donc tout ce qu'il y a en plus des dépenses mensuelles est un imprévu. Je dois retourner chez l'oculiste avec un de mes enfants, mais j'attends encore quelques mois parce que je vais sans doute retoucher quelque chose aux contributions, je le ferai à ce moment-là. En fait, il ne faudrait jamais d'imprévu, quand on vit tout juste comme ça, l'imprévu n'est pas possible. Mais c'est pas comme ça dans la vie. »

« J'étais contente d'être sortie des frais pour la rentrée scolaire parce que c'est vraiment une période difficile. Et puis ma fille aînée rentre un mois après avec un papier pour le voyage scolaire à Paris. 250 eu-

« Pourquoi tolérer que la "traversée de la vie", pour un nombre important de familles dans notre société, puisse se réduire à la gestion de la matérialité du quotidien ? »

ros ! Je m'effondre. Comment je vais payer cela ? Le soir en allant me coucher je suis déprimée parce que j'aurais dû pouvoir me réjouir qu'elle aille faire ce voyage... »

« C'est vrai que mes enfants me disent parfois qu'ils en ont marre de mettre toujours les vêtements qu'on nous donne. Parfois, ils ont envie d'acheter quelque chose de nouveau. C'est pas facile de leur dire tout le temps non pour des vêtements de marques... »

« À l'école, ils demandent que des textes pour les travaux soient réalisés sur ordinateur, parfois envoyés par internet. Et ils doivent faire des recherches par internet. On a un vieil ordinateur, mais je ne sais pas payer pour internet. Alors ma fille ►



Une jeunesse en rade

Parents pauvres au quotidien

CHRISTINE MARY

► *s'arrange avec une amie avec une clé USB, et parfois elle va sur les ordinateurs de la bibliothèque, mais ils ne sont pas toujours libres, c'est pas ouvert le soir, et parfois elle aurait envie de travailler à la maison.* »

GESTION DE LA PAUVRETÉ

Plutôt que de mettre en œuvre une organisation qui vise à ce que les richesses matérielles, immatérielles et naturelles bénéficient équitablement à chacun, cette société se résigne à développer un secteur de gestion de la pauvreté, faisant par là même des personnes qui subissent la pauvreté des objets d'un système où l'humain est un produit...

Ne pas s'attaquer aux causes de la pauvreté, n'est-ce pas organiser « légitimement » la gestion de la « pauvreté durable » ?

« Je vais encore devoir aller prouver que je suis pauvre pour avoir l'aide du CPAS pour que mes deux gamins puissent faire de la boxe. Je trouve que je devrais avoir un salaire de travailleur administratif quand je vois tous les papiers que

Outre le risque de créer une matière « pauvreté » devenant par là même une politique structurelle en soi, se pourrait-il que l'État puisse être maltraitant, mettant les familles en situation permanente d'injonction paradoxale ?

je dois donner tout le temps pour obtenir des aides qui sont pourtant des droits, pour me justifier tout le temps d'être pauvre... Est-ce qu'on demande aux riches de prouver qu'ils sont riches pour avoir des droits ? C'est bien les trucs comme Article 27, les chèques mazout... mais souvent j'en ai marre de devoir toujours recourir à des services pour des choses qui devraient être normales. »

Outre le risque de créer une matière « pauvreté » devenant par là même une politique structurelle en

soi, se pourrait-il que l'État puisse être maltraitant, mettant les familles en situation permanente d'injonction paradoxale ?

ÉTAT MALTRAITANT

Cette question est soulevée très régulièrement par les familles qui ressentent comme une profonde injustice les sanctions liées à l'impossibilité d'organiser sa vie en respectant certains dispositifs légaux auxquels les citoyens sont soumis, dès lors que l'État est incapable d'organiser des politiques structurelles permettant cela.

Les astuces, trucs et ficelles, capacités de débrouille pour survivre, sont souvent perçus comme « à côté du système » et donc en problème avec le « système officiel ».

En matière de logement, beaucoup de personnes pallient à une politique de logement social déficiente et de coûts de loyer trop élevé, mais cela en marge des réglementations :

« Je vis dans un chalet dans un parc résidentiel, je sais que la commune veut qu'on parte tous de là. Je ne partirai pas car je n'ai trouvé que ça pour me loger. Les loyers sont trop chers, j'attends depuis 4 ans un logement social. Maintenant je suis habituée ici, j'ai fait des frais pour que ce soit plus confortable, les enfants

sont habitués. »

Le coût très élevé de la scolarité pose problème dans un contexte positif de scolarité obligatoire :

« L'école est obligatoire, mais on ne se demande pas comment on fait pour payer les frais de trois enfants à l'école : les livres, les photocopies, le théâtre, la piscine, les voyages, les abonnements scolaires... Et puis aller à la fancy-fair sinon on est mal vu... »

« Quand tu as un enfant en section professionnelle cuisine ou boucherie, ça coûte beaucoup plus cher

que l'enseignement général, car il y a les tenues, le matériel... »

« J'avais droit à la bourse d'études pour deux de mes enfants, une année ils ont raté tous les deux, je n'ai plus eu la bourse l'année suivante... C'est fou car c'était encore plus dur, alors que les enfants avaient envie d'aller à l'école. »

L'activation des chômeurs constitue une injustice majeure dans un système d'emploi :

« La semaine dernière, j'ai eu une proposition d'emploi dans un grand magasin. C'était un temps partiel, avec des horaires variables. La crèche est beaucoup trop chère pour moi, en plus je ne sais que d'une semaine à l'autre quel jour je devrais y aller. Et puis il n'y a pas de place non plus. Je n'ai pas de voiture et avec les bus, je n'arriverai presque jamais à rentrer quand il faut pour les enfants. C'est trop compliqué. Et en plus, je n'aurai pas plus d'argent à la fin du mois. J'ai été convoquée au Forem qui veut plus de preuves de recherche d'emploi... »

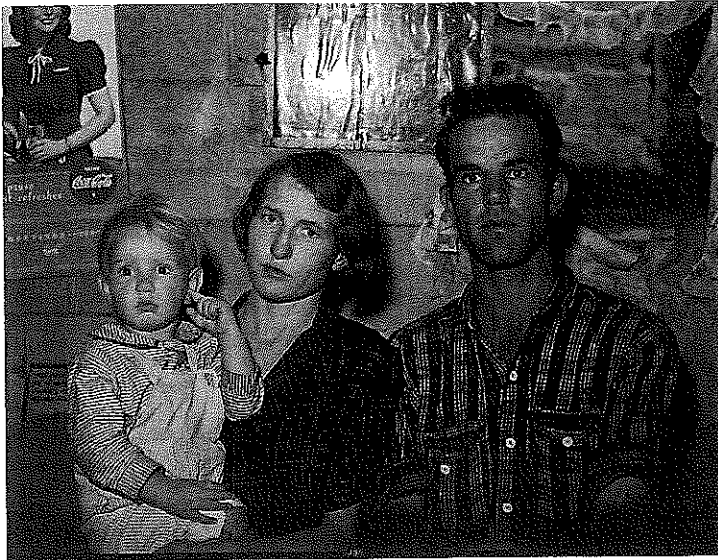
« Ce qu'ils demandent c'est que tu t'actives, pas que tu trouves, car ils savent qu'il n'y a pas assez d'emploi... »

« Mon mari, il passe d'intérim en intérim. L'autre jour, on avait un rendez-vous ensemble dans un service social, on n'y est pas allé parce que c'était seulement son deuxième jour dans ce nouvel intérim, on n'a pas eu envie qu'il perde la place. L'assistante sociale du service social n'était pas contente en disant qu'elle n'avait pas que nous... »

« J'ai demandé que mon fils aille à l'école de devoirs organisée par l'école parce qu'il en a besoin et je ne sais pas l'aider. On m'a répondu que l'école de devoirs est réservée en priorité aux parents qui travaillent... On m'a dit ça devant mon gamin... Encore une fois je me suis ramassée comme une nulle. »

POUR DES DROITS INDIVIDUELS

Et que dire par rapport à la non-individualisation des droits qui, dans un contexte de revenus beaucoup trop faibles, conduit au dé-



veloppement de stratégies multiples lorsque deux ou plusieurs personnes souhaitent vivre sous le même toit pour des raisons économiques et/ou de bien-être.

« C'est terrible de penser parfois qu'heureusement que le père de mes aînés est mort comme ça j'ai des allocations familiales plus importantes. Et puis j'ai des allocations majorées parce que je suis chômeuse, mais si je vis avec quelqu'un je les perdrai comme s'il devait devenir responsable de mes enfants... Je ne veux pas ça. »

« Moi j'aurais pu aller vivre avec ma tante, mais comme elle est pensionnée et que j'ai le chômage, je n'y vais pas parce que je vais perdre de l'argent. Alors, je vais passer les journées chez elle, et je rentre chez moi le soir. Mais c'est bête parce qu'on vivrait mieux si je restais là, et je libérerais un logement pour quelqu'un. »

Mais vous savez, nous disent les parents, « être pauvre », « être appauvri », c'est être « transparent »... on finit par avoir l'impression que tout le monde sait tout de vous !

Légitimement, sans se poser trop de questions, la majeure partie des personnes qui travaillent dans des services, des institutions, des associations estiment que les personnes qui subissent la pauvreté doivent « raconter leur vie », « expliquer comment elles vivent », « apporter des preuves des efforts qu'elles font pour dépasser les problèmes », « montrer leurs déficiences, leurs incapacités »... pour prouver qu'elles sont en état de besoin, qu'elles doivent être ai-

dées, qu'elles ne trichent pas avec les règles.

Même si ces demandes sont faites de la manière la plus humaine et respectueuse possible, et si les familles trouvent elles-mêmes à justifier cette nécessité, c'est toujours vécu comme une sorte de « viol » de l'intimité familiale, de l'organisation de sa vie.

La répétition de la « mise à nu » est nommée par les personnes comme insupportable et participe au développement de sentiment de disqualification, de colère, de révolte, de conflit et rupture avec les services.

Cette transparence imposée et légitimée constitue une réelle violence. Elle contribue à retour à des réflexes de replis « chez soi » pour se protéger.

« Je longe les murs pour ne pas croiser mon propriétaire, même pas parce qu'il va me réclamer le loyer en retard, mais parce que j'en ai marre de devoir expliquer toujours ma vie pour qu'il comprenne pourquoi je ne sais pas payer. »

« Tu dois toujours prouver que tu es pauvre, aux allocations familiales, au CPAS, à la mutuelle, pour les loisirs des enfants. Mais le plus dur c'est quand il faut aller dire à l'école, je ne peux pas payer la cantine ce mois-ci et que tu es en face de quelqu'un qui te demande d'expliquer pourquoi... et qu'est-ce que tu fais tu te fâches, ou tu déballes ? Parce que t'as envie que tes enfants soient bien à l'école... »

« C'est vrai que j'ai peur pour mes enfants. J'ai toujours peur que les services sociaux en sachent plus sur la manière dont on gère notre vie.

Ils pourraient dire que les enfants ne sont pas dans de bonnes conditions, qu'ils veulent les placer, ou décider pour nous dans quelle association ils doivent aller. Alors, on demande le moins d'aide possible pour ne pas courir ce risque. On fait tout pour qu'ils soient bien, même si c'est pas facile. »

PRESSION SOCIALE

Et sans s'en rendre compte, la société, la collectivité, les autres demandent aux familles qui vivent la pauvreté d'être les « citoyens parfaits »...

Parce que, quand on a peu pour vivre, on ne devrait pas être soumis à la tentation de la société de consommation, on ne devrait pas craquer et compenser alors qu'on est sous tension. On ne devrait pas avoir de désir de beauté, de curiosité, de plaisir trop ambitieux. On devrait pouvoir se passer de la convivialité du bistrot avec les amis.

Parce qu'on n'a pas les moyens ni de consommer, ni de faire garder ses enfants, ni de superflu, parce qu'on n'a pas les moyens de l'essai et de l'erreur, parce qu'on doit savoir dire « non » à ses enfants tout le temps, et ils doivent comprendre !

L'écran plat prendra un sens chez

« Je longe les murs pour ne pas croiser mon propriétaire, même pas parce qu'il va me réclamer le loyer en retard, mais parce que j'en ai marre de devoir expliquer toujours ma vie pour qu'il comprenne pourquoi je ne sais pas payer. »

une personne aisée, alors qu'elle constitue un non-sens dans une famille à faible revenu.

Les vacances sont la respiration indispensable et conseillée aux travailleurs, pour une vie saine, mais ne sont pas utiles à des familles qui vivent le stress quotidien de la survie.

La compensation par l'achat d'un jean de plus parce qu'on a ▶



Une jeunesse en rade

Parents pauvres au quotidien

CHRISTINE MARY

► un coup de blues ne convient pas aux personnes pauvres... elles doivent avoir la force d'aller uniquement se promener dans les bois lorsqu'elles doivent dépasser une compensation.

Le caddy de la Saint-Nicolas doit bien sûr être avant tout utilitaire et peu rempli, cela va sans dire.

«J'ai choisi de vivre sans télévision pour ne pas que mes enfants voient les publicités. Depuis qu'ils sont petits je m'organise pour aller faire les courses sans eux pour ne pas qu'ils demandent des choses et de devoir leur dire toujours non... parce que ça fait mal de toujours leur dire non.»

«Il ne faudrait jamais craquer... mais parfois j'ai envie de leur faire plaisir, parfois j'en ai marre de compter tout le temps, d'acheter toujours la même chose pour manger...»

«Ma fille ne va jamais aux anniversaires chez des copines de la classe. Parce que moi je ne pourrai jamais les inviter là où on vit quand ce sera son anniversaire. Et

j'ai réellement la conviction d'avoir rencontré des personnes «en train de prendre quotidiennement leurs responsabilités» avec les moyens matériels, immatériels et naturels dont ils disposent.

puis il faudrait chaque fois offrir un cadeau, c'est pas possible. Alors, on dit toujours non...»

«Nous aussi, nous aimerions bien partir en vacances en famille, mais nous n'en avons pas la possibilité. Ou alors, on participe à des journées organisées par une association qui nous aide. Mais on a aussi besoin de recharger nos batteries... très peu de personnes semblent bien réaliser combien nous sommes épuisés par la vie dure. Nous dépensons notre énergie 24h/24 pour que la famille survive dans un moindre confort.

Malheureusement, tout le monde ne peut pas changer d'air. Nos enfants restent dans leur quartier, ils ne voient jamais d'autres lieux et ne rencontrent pas de nouveaux copains, ne découvrent pas d'autres jeux. La routine et encore la rou-

tine année après année.»

En guise de conclusion, après avoir rencontré ces parents «pauvres», avec leurs richesses,

ressources et leurs limites, j'ai réellement la conviction d'avoir rencontré des personnes «en train de prendre quotidiennement leurs responsabilités» avec les moyens matériels, immatériels et naturels dont ils disposent.

Être convaincu de cela, c'est permettre qu'ils exercent leur rôle de parents de droit, en autonomie, faisant le choix du soutien qui leur est nécessaire en fonction de ce qu'ils construisent avec leurs enfants.

Être convaincu de cela, c'est donner de l'avenir à leurs enfants. ■



Le RWLP a collaboré à la réalisation de ce dossier grâce à Cera Fondation.

NUMÉRO SPÉCIAL

Mobilité et social: le crash-test

AlterEchos

NUMÉRO SPÉCIAL

Mobilité et social: le crash-test

Quand nous avons commencé à dénouer les fils «mobilité» de l'actualité sociale, nous n'imaginions pas à ce point devoir faire évoluer notre regard.

Les réponses sociales mobilisées face aux problèmes brouillent les pistes. Pour une bonne partie de la population, la mobilité fragilise au lieu d'ouvrir de nouvelles portes. Elle n'est pas souhaitable en soi.

Logement, jeunesse, action sociale, emploi, territoires : partout se posent les questions de mobilité – pas seulement au sens physique du terme –, et les regarder en termes de droits ou d'injustices ouvre à d'autres questions, d'autres débats, d'autres politiques.

Crash-test : épreuve des faits. Jamais un luxe!

Téléchargeable gratuitement : www.alterechos.be